



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 167 du 29 novembre 2020

Au sommaire :

- **Contre la police sanitaire et sécuritaire d'un pouvoir en panique, globalisons la contestation**
Laurent Delage
- **Trump et le complot de la fraude électorale ou la crise de la démocratie capitaliste** - *Yvan Lemaitre*

Contre la police sanitaire et sécuritaire d'un pouvoir en panique, globalisons la contestation

« Sécurité globale, dictature totale », « les flous du roi », « vous vous floutez de notre gueule », les slogans n'ont pas manqué samedi pour dénoncer la loi de sécurité globale. Des centaines de milliers de manifestants dans tout le pays, jeunes pour la plupart, ont exprimé la joie de se retrouver dans la rue en criant « On est là » ! Le gouvernement pensait confiner la contestation par sa surenchère sécuritaire et en instrumentalisant la pandémie, son opération se retourne contre lui. Le mécontentement, la colère, la révolte explosent.

A Paris, le préfet de police Lallement a bien tenté d'interdire la manifestation au nom de la crise sanitaire, avant de se voir retoqué par le tribunal administratif devant la détermination du collectif #StopLoiSecuriteGlobale. Un désaveu supplémentaire de la politique du gouvernement après le désaveu de Castex par... sa propre majorité.

La situation leur échappe. Le cynisme et le mépris de classe de ces députés LREM, LR, RN votant la loi mardi, « pour protéger ceux qui nous protègent » comme l'a déclaré le rapporteur de la loi, ont de quoi révolter. Surtout quand le jour-même, les images montrant l'évacuation à coups de matraques et de coups de pieds de migrants et de leurs soutiens place de la République à Paris font le tour des réseaux sociaux !

Jeudi, ce sont les images du tabassage de Michel Zecler, producteur de musique roué de coups par des policiers le traitant de « sale nègre » qui ont paniqué le gouvernement. Une caméra de vidéo-surveillance a révélé au grand jour les exactions de ces policiers racistes qui ignoraient qu'ils étaient filmés, ainsi que les mensonges de leurs déclarations accusant leur victime d'outrage, de rébellion et même de violences ! Une preuve par la négative de l'objectif de cette loi, destinée à étouffer les affaires de violences policières, à les soustraire de la place publique et à

garantir l'impunité réclamée par les syndicats de policiers proches de l'extrême-droite.

Le gouvernement panique et sa loi prend l'eau de toutes parts. Mardi, Castex la présentait comme un « excellent texte »... Jeudi, il annonce qu'il veut recourir à une « commission indépendante » pour rédiger l'article 24... Avant de reculer vendredi suite au désaveu des députés LREM et de Ferrand, proche de Macron et patron de l'Assemblée.

L'intervention de Macron, au-dessus de la mêlée, interpellant son gouvernement et expliquant « La France ne doit jamais laisser prospérer la haine ou le racisme » ne fait pas illusion sur ses propres responsabilités, lui qui cherche depuis des mois à attirer l'électorat le plus réactionnaire par sa politique raciste contre les « séparatismes », destinée soi-disant à lutter contre le terrorisme.

Alors que le gouvernement est complètement déstabilisé, les Ciotti, Estrosi ou Le Pen restent particulièrement silencieux face aux manifestants défendant les droits démocratiques élémentaires, comme face aux images des violences policières diffusées malgré les tentatives de censure. La contestation qui se construit peut faire reculer ce bloc réactionnaire qui votait mardi la loi à l'Assemblée nationale.

Les violences policières produit de cette société de classe

Le gouvernement tente maintenant de désamorcer la crise en dénonçant les policiers qui ont « déconné » comme le dit cyniquement Darmanin. Devant le tollé, quatre d'entre eux ont été placés en garde à vue suite au tabassage de Michel Zecler et tous les députés LREM, jusqu'à Castaner, dénoncent des comportements « inacceptables », indignes de « la police de la république » !

La gauche institutionnelle, qui dénonce la loi sur la sécurité globale, est enfermée dans la même logique « *républicaine* ». Faure, secrétaire du PS, appelle à « *sortir du déni* » sur le racisme dans la police... comme si la police de Valls et Cazeneuve était différente contre les sans-papiers ou dans les quartiers populaires, sans parler de la répression lors des manifestations contre la loi Travail ?

De EELV à Mélenchon, tous entonnent ce refrain de la « police de la république », à l'image de *l'Huma* qui titre « *En adoptant la loi sur la sécurité globale, les députés élargissent le fossé entre le peuple et sa police* »... Cette police n'est pas la nôtre, pas plus que cette république bourgeoise et son passé de guerres coloniales et de répressions sanglantes.

La république, avec sa justice, ses tribunaux, sa police, son armée n'est pas suspendue au-dessus des classes sociales. Elle garantit la propriété privée des capitalistes, leurs secrets commerciaux, leurs affaires, contre l'intérêt de l'immense majorité, ce qui devient de plus en plus criant avec la crise sanitaire.

La question des violences policières renvoie à la violence de l'ensemble de cette société, où la précarité grandissante est le produit même de l'enrichissement d'une poignée de milliardaires. Elle renvoie à la politique menée contre les migrants, alors que Macron annonce le doublement des effectifs policiers aux frontières en reprenant les discours xénophobes de Le Pen. Elle renvoie aussi à la loi contre les « *séparatismes* », appelée maintenant « *confortant l'esprit républicain* », flattant les préjugés racistes et anti-musulmans.

Sur un tel terreau, destiné à diviser et à dresser les opprimés les uns contre les autres, il n'y a pas de « bonne police républicaine ». Une sale politique ne peut se mener que salement, en flattant les préjugés, le racisme, en stigmatisant les plus pauvres.

Un déconfinement absurde et autoritaire

Mardi, Macron a présenté son « déconfinement » en trois temps, dicté par la grande distribution et guidé par la même politique autoritaire. Dès samedi, les commerces ont pu ouvrir, et le peuvent y compris le dimanche, mais les mesures de restrictions et les attestations restent obligatoires pour la population. Si le seuil de cas positifs reste inférieur à 5 000 par jour, le dispositif sera « allégé » le 15 décembre... avec la mise en place d'un couvre-feu généralisé à l'ensemble du territoire de 21h à 7h. Il faudra attendre le 20 janvier pour le desserrement du dispositif.

A nouveau un lot de mesures absurdes et incohérentes, comme la fermeture des bars et des restaurants, ne comportant pas plus de risques que bien des usines, des bureaux ou des salles de classe. Des mesures policières là encore, sans aucune annonce d'embauches supplémentaires dans les hôpitaux, ni de créations de lits d'hospitalisation. Macron et Castex mettent en place un déconfinement qui revient à renvoyer la responsabilité de l'épidémie à la population qui ne respecterait pas les gestes barrière.

Macron prévoit même « *d'assurer l'isolement des personnes contaminées, y compris de manière plus contrai-*

gnante ». Dès le lendemain, un groupe parlementaire de la majorité déposait une proposition de loi infligeant une amende de 1 500 € en cas de non-respect de l'isolement. Tout est bon pour accuser la population, alors que l'ARS a contraint des soignants testés positifs et non symptomatiques à aller quand même au travail.

Comme le dit le président de la *Société française de santé publique* : « *Dans une crise sanitaire comme celle que nous traversons, il faut une démarche démocratique, pas guerrière (...) Il faut accompagner l'isolement, dans une démarche bienveillante* », tout le contraire des mesures Macron-Castex, confondant mesures sanitaires et policières !

Macron sert et protège le CAC 40

Quant aux conséquences sociales de la crise, Macron l'a redit, « *la crise va encore s'aggraver* », en particulier pour les salariés, les classes populaires. Suite à la lettre ouverte de plus de 180 maires, Castex vient de promettre... 1 % du plan de relance pour les quartiers défavorisés ! Une goutte d'eau, vu l'explosion de la grande précarité et des demandes d'aide alimentaire.

Pire, le gouvernement compte toujours faire passer la 2^{ème} phase de la réforme de l'assurance-chômage, qui prévoit une diminution importante des indemnités pour les intérimaires condamnés par les patrons à alterner des missions courtes. Mais là encore, la situation se complique pour la ministre du Travail Elisabeth Borne, puisque cette mesure particulièrement injuste vient d'être remise en cause par le Conseil d'Etat. Pour un même nombre d'heures travaillées, l'indemnisation pouvait varier du simple au quadruple !

Pendant ce temps, les milliards des différents plans d'aide aux capitalistes permettent à la Bourse d'aligner sa 4^{ème} semaine de hausse consécutive, avec un CAC 40 au plus haut depuis fin février ! Au lieu des emplois censés « ruiseler » de cette politique, ce sont les plans de licenciements qui se multiplient dans les plus gros groupes, à Total, Danone, Auchan, Sanofi, IBM, Renault...

En septembre, Le Maire s'est insurgé contre le « *plan social d'aubaine* » de General Electric... Mais tous ces groupes profitent justement des facilités de licenciement, offertes par la loi Travail puis par les ordonnances Macron !

Et là, pas de « contrainte », pas de zèle autoritaire face à ces capitalistes que Macron et son gouvernement servent, à l'image de Borne : « *ceux qui n'ont pas le couteau sous la gorge, je les invite, vraiment, à ne pas engager des plans de licenciements dans la période qu'on connaît, alors que le marché du travail est plus difficile* »... On est loin du ton utilisé pour dénoncer ceux qui ne respecteraient pas les règles sanitaires !

Construire une contestation globale

Aujourd'hui, un climat de contestation de cette politique se construit, en particulier au sein de la jeunesse.

Malgré le confinement, les manifestations du 25 novembre contre les violences faites aux femmes ont été un succès à travers tout le pays, dénonçant les oppressions,

les discriminations, les violences sexistes engendrées par cette société de classe et d'exploitation.

Alors que Blanquer est empêtré dans le scandale du syndicat *Avenir Lycéen*, financé généreusement par le ministère pour servir sa politique, sa tentative de reprise en main des enseignants rencontre une forte résistance. Après les sanctions contre les enseignants de Melle, trois enseignants du lycée Mauriac à Bordeaux sont menacés à leur tour, pour avoir manifesté leur opposition à la réforme du bac. Vendredi, plus de 300 manifestants sont venus les soutenir devant le rectorat. Les réseaux de la lutte des retraites, des équipes syndicales, des Gilets Jaunes, des interpros se reconstituent, comme les liens de solidarité et de luttes, au moment même où le ras-le-bol contre les méthodes policières éclate.

La manif du 5 décembre contre le chômage et la précarité se prépare dans ce contexte nouveau de la crise sanitaire et politique. Bien des participants aux manifestations contre les lois liberticides, comptent se retrouver aux côtés des associations de chômeurs pour dénoncer cette explosion de la misère à côté de l'enrichissement des actionnaires du CAC40.

Face à la politique « globale » de Macron, l'enjeu est de construire une contestation globale. La lutte contre les violences policières et les inégalités sociales relève d'une même lutte contre une poignée de privilégiés et leur république qui sert leur dictature.

Laurent Delage

Trump et le complot de la fraude électorale ou la crise de la démocratie capitaliste

Trump a fini par accepter que commence la transition de pouvoir avec Joe Biden sans pour autant reconnaître sa défaite. Il n'avait guère le choix que de se plier aux règles institutionnelles sans pour autant céder sur le fond, « *notre lutte continue [...] nous continuons à faire valoir nos droits, et je pense que nous l'emporterons* ».

Depuis le 3 novembre, le mal élu de 2016 avec près de 3 millions de voix de moins que Clinton conteste la victoire des Démocrates obtenue avec près de 6 millions de voix de plus dénonçant le complot qui le viserait et viserait les USA. Farce et bouffonnerie dans la nature du personnage, oui, mais pas que. Sa persistance à contester les résultats de l'élection présidentielle alors que tous ses recours ont été rejetés par les tribunaux, faute de preuves, est un choix politique visant à délégitimer la nouvelle administration, à alimenter le rejet de l'establishment comme à plier le parti républicain à sa volonté même quand celle-ci remet en cause les traditions des institutions américaines qui visent à assurer la continuité du pouvoir d'État indépendamment de l'alternance du bipartisme.

Le refus de reconnaître sa défaite lui donne aussi une forme de légitimité à poursuivre sa politique pour laisser sa marque y compris dans ses formes les plus rétrogrades et abjectes comme faire exécuter des condamnés à mort, au mépris de la trêve habituellement respectée par temps de transition alors qu'il gracie ses proches, ou accélérer la cadence pour lancer des forages pétroliers dans un sanctuaire naturel en Alaska parce que tel est son bon vouloir. Au point même d'irriter le patronat en interrompant le programme de soutien à l'économie pour mettre Biden en difficulté.

Cependant, le 8 décembre, la désignation de la liste des grands électeurs aura bien lieu, puis le vote solennel du Collège Électoral le 14 décembre et, le 6 janvier, le Congrès validera le résultat du vote. Le 20 janvier, Joe Biden devrait donc être intronisé 46^{ème} président des États-Unis d'Amérique.

La continuité institutionnelle sera respectée. Il était bien peu probable qu'elle ne le soit pas, mais la résistance de Trump n'est pas une simple « bouffonnerie ». Elle est un choix politique qui prépare la suite, leur monde d'après et cela quel que soit par ailleurs l'avenir personnel de Trump. Pas plus que son élection en 2016 n'était un simple accident électoral, la fin chaotique de son mandat n'est une simple bouffonnerie.

« L'Amérique est de retour, prête à guider le monde » !

Dans son éditorial du 25/11 *Le Monde* écrit « *Les normes auxquelles il s'est attaqué sont celles qui faisaient jusqu'ici la fierté des États-Unis : l'acceptation de la victoire de l'adversaire et le transfert pacifique du pouvoir d'un parti à un autre* ». Et de dénoncer « *Cette politique de la terre brûlée* » pour afficher un optimisme de circonstance : « *L'entreprise dans laquelle s'est lancé Donald Trump ne pouvait qu'échouer. La démocratie américaine retrouvera son cours habituelle 20 janvier 2021, lorsque Joe Biden prêtera serment à l'ombre de la coupole du Congrès* ».

Le Monde exprime ainsi les illusions des partisans de l'ordre qui veulent encore croire à la stabilité du capitalisme et de la première puissance mondiale qui en a été le garant. Ils espèrent pouvoir aussi continuer de faire l'éloge de cette démocratie capitaliste et pouvoir tourner la page de « *l'apprenti factieux* ». Biden tente de donner du crédit à ces illusions qui sont aussi les siennes, celles de bon nombre de ses soutiens et électeurs.

Les États-Unis sont « *prêts à guider le monde* », a-t-il affirmé en présentant les premiers vieux chevaux de retour de son équipe. « *C'est une équipe qui reflète le fait que l'Amérique est de retour, prête à guider le monde et pas à s'en retirer* » ! Great again façon Biden !

Il se défend dans le même temps de vouloir refaire « *un troisième mandat Obama* » comme pour rêver de revenir au temps d'avant la crise de 2008-2009. Le rêve américain

voudrait remonter le temps pour ne pas voir sa mort, effacer Trump, fermer les yeux sur la décomposition sociale et politique engendrée par la faillite du capitalisme, pris d'effroi devant la crise de leur propre système ils accélèrent la venue en tenant un discours sans fondement ni réalité. Leur monde d'après ne sera plus leur monde d'avant !

La démocratie parlementaire forgée à travers les luttes de classes pour assurer la domination de la bourgeoisie, soumettre les classes populaires

La prétendue démocratie qui ferait la fierté des classes dominantes américaines et de leurs amis n'est en réalité qu'une machine destinée à assurer la stabilité sociale et politique de la domination de Wall Street et la force de son État, une machine à soumettre les classes populaires au système.

Elle est née pour garantir les droits des blancs propriétaires contre les indiens et les esclaves, pour empêcher aussi les travailleurs et les simples agriculteurs d'avoir le moindre contrôle politique sur le pays. Les propriétaires d'esclaves ont obtenu des voix et des pouvoirs supplémentaires en faisant compter leurs « *biens humains* » (les esclaves) pour les trois cinquièmes d'une personne afin de leur donner une représentation supplémentaire au Congrès, aux tribunaux et à la Maison Blanche. Il aura fallu la guerre civile des années 1860, une nouvelle révolution inachevée, et des décennies de lutte pour généraliser le droit de vote tout en l'encadrant de sérieuses limites.

La Chambre des représentants est placée sous le contrôle du Sénat élu de façon particulièrement antidémocratique. Chaque État a deux sénateurs. L'État le plus peuplé, la Californie, près de 40 millions d'habitants, et l'État du Wyoming, 550 000 habitants, ont le même nombre de sénateurs, chacun 2 !

Quant au collège électoral, il est l'objet de toutes sortes de limitations qui visent à écarter les plus déshérités, en particulier les Afro-américains, du droit de vote. C'est ce qui a permis à Trump de gagner en 2016 avec moins de voix que Clinton.

« Si l'on considère de plus près le mécanisme de la démocratie capitaliste », écrivait Lénine dans *l'État et la révolution*, « on verra partout dans les menus détails de la législation électorale, dans le fonctionnement des institutions représentatives, dans les obstacles effectifs au droit de réunion, dans l'organisation purement capitaliste de la presse quotidienne, on verra restriction sur restriction au démocratisme. Ces restrictions, éliminations, exclusions, obstacles pour les pauvres paraissent minces. Mais totalisés, ils excluent, éliminent les pauvres de la participation active à la démocratie... »[1]

Le règne mondialisé de la finance sape les bases de la démocratie parlementaire bourgeoise

Malgré toutes les garanties que la bourgeoisie a su se donner pour gérer son ordre social en écartant les classes populaires de la discussion des affaires de la société, de la politique, tout en assurant un relatif consensus nécessaire à la paix sociale, l'évolution du capitalisme, l'exacerbation des tensions sociales qu'elle entraîne, remet en permanence en cause cet équilibre instable. Si la république rend plus complète la domination politique des classes dominantes, elle en mine en même temps les bases sociales en devenant le cadre de leur affrontement avec les classes opprimées qui prennent ainsi conscience de la nature même de cette république bourgeoise, masque de leur oppression.

Le développement du capitalisme financier mondialisé a accentué ces évolutions. En concentrant toujours plus de richesses entre les mains d'une minorité, en accentuant les inégalités, il vide la démocratie parlementaire de tout contenu démocratique pour révéler en elle la dictature de la classe dominante. On le voit ici en France comme aux USA.

Trump a été le produit de cette crise de la machine à duper le peuple. L'ambitieux démagogue a su sentir le mécontentement, la rupture avec l'establishment, c'est-à-dire avec la machine démocratique institutionnelle, afin de le capter au service de ses propres ambitions. Jusqu'à présent sa propre compréhension politique n'allait pas au-delà, elle est réflexe, marketing électoral, sens de classe et du pouvoir. Elle n'obéissait pas à un projet politique. Pour le moment, et de ce point de vue, elle représente un avertissement sans trop de frais, mais un avertissement qu'il faut prendre très au sérieux sans écouter les discours qui se veulent rassurants.

Dans un tout autre contexte historique, la société déjà a connu une telle logique de crise, celle qui, dans les années trente, a conduit au fascisme. Dans *Où va la France ?* Trotsky décrit la logique de la lutte de classe alors à l'œuvre : « Certes, en France, comme dans certains autres pays d'Europe (Angleterre, Belgique, Hollande, Suisse, pays scandinaves), il existe encore un parlement, des élections, des libertés démocratiques ou leurs débris. Mais dans tous ces pays la lutte des classes s'exacerbe dans le même sens qu'elle s'est développée auparavant en Italie et en Allemagne. Qui se console avec la phrase : « la France n'est pas l'Allemagne » est un imbécile sans espoir. Dans tous les pays agissent maintenant les mêmes lois ; ce sont celles de la décadence capitaliste. Si les moyens de production continuent à rester dans les mains d'un petit nombre de capitalistes, il n'y a pas de salut pour la société. Elle est condamnée à aller de crise en crise, de misère en misère, de mal en pis. Dans les divers pays les conséquences de la décrépitude et de la décadence du capitalisme s'expriment sous des formes diverses et se développent à des rythmes inégaux. Mais le fond du processus est le même partout. La bourgeoisie a mené sa société à une banqueroute complète. Elle n'est capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut supporter plus longtemps l'ordre démocratique. Elle est contrainte

d'écraser les ouvriers à l'aide de la violence physique. Mais on ne peut pas venir à bout du mécontentement des ouvriers et des paysans par la police seule. Faire marcher l'armée contre le peuple, c'est trop souvent impossible : elle commence par se décomposer et cela s'achève par le passage d'une grande partie des soldats du côté du peuple. C'est pourquoi le grand capital est contraint de créer des bandes armées particulières, spécialement dressées contre les ouvriers, comme certaines races de chiens sont dressées contre le gibier. La signification historique du fascisme est d'écraser la classe ouvrière, de détruire ses organisations, d'étouffer la liberté politique à l'heure où les capitalistes s'avèrent déjà incapables de diriger et de dominer à l'aide de la mécanique démocratique. Son matériel humain, le fascisme le trouve surtout au sein de la petite bourgeoisie. Celle-ci est finalement ruinée par le grand capital. Avec la structure sociale actuelle, il n'y a pas de salut pour elle. Mais elle ne connaît pas d'autre issue. Son mécontentement, sa révolte, son désespoir, les fascistes les détournent du grand capital et les dirigent contre les ouvriers. On peut dire du fascisme que c'est une opération de luxation des cerveaux de la petite bourgeoisie dans les intérêts de ses pires ennemis. Ainsi, le grand capital ruine d'abord les classes moyennes, ensuite, à l'aide de ses agents mercenaires, les démagogues fascistes, il dirige contre le prolétariat la petite bourgeoisie tombée dans le désespoir. Ce n'est que par de tels procédés de brigand que le régime bourgeois est encore capable de se maintenir. Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce qu'il soit renversé par la révolution prolétarienne ».[2]

Pas de retour au monde d'avant...Trump

Il ne s'agit pas de crier au fascisme ni de se lancer dans l'incantation antifasciste. D'abord parce qu'il est clair que le seul antifascisme conséquent est la lutte du monde du travail pour ses droits et changer le monde et qu'ensuite la logique des rapports de classes telle qu'elle se déploie aujourd'hui n'est en rien une simple réplique de celle des années trente. Les raisonnements par analogie, copier/coller, sont vains et impuissants.

Sans rentrer dans l'analyse de la période actuelle, les bouleversements que connaît le monde aujourd'hui ne constituent pas une réplique des convulsions du monde impérialiste emporté dans des affrontements militaires et des guerres qui s'achèveront en fait avec la fin des guerres coloniales. Dire cela ne diminue en rien les dangers bien réels dès maintenant, ni n'atténue l'avertissement que représente pour le monde entier Trump, mais vise à éclairer les possibilités révolutionnaires qui se développent dans un contexte radicalement différent.

L'arrivée au pouvoir de Trump, comme la pantomime de sa défaite, sont l'expression de la crise politique des classes dominantes face au mécontentement croissant au sein des classes populaires. Trump a réussi à capter ce mécontentement d'une fraction de la petite et moyenne bourgeoisie déclassée ou craignant de l'être comme au sein d'une partie de la classe ouvrière. Il a aidé l'extrême-droite. Mais cela ne doit pas cacher le réveil des forces

démocratiques et progressistes au sein de la société américaine, les travailleurs, les femmes, les Afro-américains, la jeunesse.

La lutte de classe connaît une brutale accélération. Il n'y aura pas de retour en arrière et l'arrivée de Biden n'ouvre en rien une perspective de stabilité. Trump ne pouvait ni ne voulait affronter son propre appareil d'Etat mais il ne s'est pas incliné en raison d'une protestation démocratique dressée contre lui-même de la part des démocrates. Seuls quelques républicains ont reconnu du bout des lèvres la victoire de Biden tout en parlant du vainqueur « *apparent* », auquel il fallait se résigner pour le bien de l'Amérique. Comme l'a dit par la suite Trump lui-même.

Sa politique vise à maintenir son influence, à galvaniser ses troupes, à nourrir au sein de l'appareil d'Etat lui-même un état d'esprit putschiste, en un mot à préparer l'opinion à de futures aventures politiques. Jusqu'où Trump et ses conseillers conçoivent-ils leur projet, personne ne sait, sans doute eux-mêmes non plus, mais comme le notait un journaliste, « *une bombe à retardement au cœur du système* » a été installée.

Et ce n'est pas l'œcuménisme prêché par Biden, « *un président qui rassemble et non pas qui divise* », ou qui travaillera « *aussi dur pour ceux qui n'ont pas voté pour moi, que pour ceux qui m'ont choisi* » qui pourra la désamorcer.

Pour que se termine « *cette sombre ère de diabolisation en Amérique* », il faudra que les forces qui ont fait le succès de Biden ne se laissent pas déposséder de leur combat, le prennent en main sans en craindre les développements, l'affrontement avec cet appareil d'Etat rodé à la violence sociale et politique, aux coups de forces, aux guerres sociales et extérieures qui a toujours été le garant de la domination de Wall Street.

Une réelle démocratie ne peut être que révolutionnaire

L'avertissement vaut pour la France comme pour toute la planète non seulement parce que le déroulement de la lutte de classe aux USA conditionne pour beaucoup l'évolution du monde mais parce que la mondialisation de la lutte de classe a partout la même logique de fond même si cette logique s'exprime dans la diversité des histoires.

La politique de Macron, dans un climat d'inquiétude suscitée par la pandémie et la débâcle économique, voire de peur face au terrorisme, vise à préparer l'appareil d'Etat et l'opinion non seulement à une répression accrue mais à une société de surveillance, de mise sous tutelle où, à défaut de prétendue démocratie républicaine, le parti de l'ordre contrôlera la vie sociale pour sauver les profits et la domination du capital.

L'aggravation des inégalités, conséquence inéluctable de la politique de la bourgeoisie, nie l'égalité des droits, le droit de les défendre, la liberté de s'organiser, de s'informer, de s'assembler, de manifester, de revendiquer, de lutter et de protester.

La République invoquée tant par ceux qui veulent renforcer la domination du CAC 40 que par ceux qui veulent la défendre est un mythe. Nous ne sommes pas des défenseurs de cet ordre républicain mais nous sommes les défenseurs des droits et des libertés que les classes exploitées ont su imposer, conquérir contre les tenants de l'ordre qui partout, aujourd'hui, se font de plus en plus arrogants.

Ils révèlent ainsi le vrai visage de leur république, une machine à maintenir leurs privilèges et leur pouvoir.

Seuls celles et ceux qui ont conquis la démocratie et la liberté sans cesse limitées, bâillonnées, censurées et remises en cause par les classes dominantes, pourront les sauver pour mieux les faire vivre. L'histoire ne se répète pas mais les leçons du passé nourrissent nos idées et nos luttes comme cet avertissement formulé par Trotsky en mars 1935 dans *Où va la France* : « *La lutte pour le pouvoir doit partir de l'idée fondamentale que, si une opposition à une aggravation future de la situation des masses sur le terrain du capitalisme est encore possible, aucune amélioration réelle de leur situation n'est concevable sans incursion révolutionnaire dans le droit de propriété capitaliste. La campagne du front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire*

sur un système de mesures, qui - avec un gouvernement ouvrier et paysan - doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme. Or, il faut un programme non pas pour tranquilliser sa conscience, mais pour mener une action révolutionnaire. [...] Les programmes du fascisme sont fantastiques, mensongers, démagogiques. Mais le fascisme mène une lutte enragée pour le pouvoir. Le socialisme peut lancer le programme le plus savant ; mais sa valeur sera égale à zéro si l'avant-garde du prolétariat ne déploie pas une lutte hardie pour s'emparer de l'État. La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir. Le vieux maître de la société est banqueroutier. Il faut un nouveau maître. Si le prolétariat révolutionnaire ne s'empare pas du pouvoir, c'est inévitablement le fascisme qui s'en emparera ! » [3]

Yvan Lemaitre

[1] <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er00t.htm>

[2] <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvala-france/ovlf.htm>

[3] <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvala-france/ovlf.htm>